

## G8 / ARMES

### Les exportations d'armes des pays du G8 alimentent la pauvreté et les atteintes aux droits humains

Index AI : POL 30/016/2005

ÉFAI

Embargo : mercredi 22 juin 2005 (00 h 01 TU)

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### Nouveau rapport de la campagne

#### *Contrôlez les armes*

(Amnesty International, Oxfam et le RAIAL)

Selon de nouvelles recherches dont les résultats sont publiés ce mercredi 22 juin 2005, en exportant des armes de manière irresponsable dans certains des pays les plus pauvres et les plus touchés par la guerre, les États du G8 ne tiennent pas leurs engagements de réduire la pauvreté, de ramener la stabilité et de faire respecter les droits humains. Des armes ont ainsi été exportées dans des pays comme la Colombie, le Myanmar (ex-Birmanie), les Philippines, la République du Congo et le Soudan.

À la veille de la réunion des ministres des Affaires étrangères du G8, qui se tiendra à Londres du 23 au 24 juin, un nouveau rapport de la campagne *Contrôlez les armes* révèle que les pays du G8 – Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni et Russie – continuent d'envoyer des équipements militaires, des armes et des munitions vers des destinations où ce matériel contribue à des atteintes flagrantes aux droits humains.

« Chaque année, des centaines de milliers de gens sont tués, torturés, violés ou déplacés de force parce que des armes sont utilisées de manière abusive, a déclaré Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International. Comment prendre au sérieux l'engagement du G8 de mettre fin à la pauvreté et à l'injustice quand on constate que certains de ses membres menacent la paix et la stabilité en approuvant sciemment des transferts d'armes à des régimes répressifs, à des régions qui connaissent de terribles conflits ou à des pays qui ont à peine les moyens de s'acheter ces armes ? » À la lecture du rapport d'Amnesty International, d'Oxfam International et du Réseau d'action international sur les armes légères (RAIAL), il ne fait aucun doute que le G8 doit soutenir l'appel du gouvernement britannique et de 10 autres pays, qui demandent un traité international sur le commerce des armes.

« Ces recherches indiquent que, en plus d'être responsables de plus de 80 p. cent des exportations d'armes au niveau mondial, les pays du G8 continuent de vendre des armes qui oppriment les populations les

plus pauvres et les plus vulnérables de la planète, a déclaré Barbara Stocking, directrice d'Oxfam. Les ministres des Affaires étrangères du G8 qui se réunissent cette semaine doivent promouvoir l'idée d'un traité sur le commerce des armes et se mettre d'accord sur le processus qui permettra sa concrétisation. »

Intitulé [Les pays exportateurs d'armes du G8 et les transferts d'armes irresponsables](#) (index AI : POL 30/007/2005), le rapport met en lumière une série de faiblesses et de lacunes qui sont communes à de nombreux pays du G8 en matière de contrôle des exportations d'armes :

- du matériel provenant d'**Allemagne** a été utilisé dans des équipements militaires destinés à des pays responsables de graves violations des droits humains. Des moteurs allemands ont ainsi été intégrés dans des véhicules militaires qui se sont retrouvés au Myanmar ;
- le **Canada** a vendu des équipements militaires à des pays impliqués dans un conflit armé ou dans des atteintes aux droits humains : notamment des véhicules blindés légers et des hélicoptères à l'Arabie saoudite, et des moteurs d'avion et des armes de poing aux Philippines ;
- les **États-Unis** ont versé une aide militaire substantielle à des pays qui violent régulièrement les droits humains, notamment Israël, le Népal et le Pakistan ;
- la **France** a exporté dans des pays soumis à un embargo de l'Union européenne sur les armes, par exemple au Myanmar et au Soudan, du matériel classé dans la catégorie « *Bombes, grenades, munitions, mines et autres* » définie par les Nations unies ;
- en **Italie**, un vide juridique a permis que d'importantes quantités d'« *armes à feu civiles* » soient exportées dans des pays où sont commises des atteintes flagrantes aux droits humains, comme la Chine, la Colombie et la République du Congo ;
- le **Japon** a vendu des armes légères et de petit calibre à des États qui ne brillent pas par leur respect des droits humains, par exemple les Philippines ;
- au **Royaume-Uni**, les équipements susceptibles d'être utilisés à des fins de torture et de mauvais traitements ne sont pas suffisamment contrôlés, et les autorités accordent de plus en plus de « *licences ouvertes* » qui permettent aux entreprises de faire plusieurs livraisons, sans que soit exercée la surveillance nécessaire ;
- la **Russie** a exporté des armes lourdes, notamment des avions de combat, dans des États dont les forces se sont rendues coupables de violations des droits humains, par exemple en Algérie, en Éthiopie et en Ouganda.

Les exemples cités dans le rapport montrent qu'il est urgent d'adopter un texte ferme et applicable. Le traité sur le commerce des armes doit être international, juridiquement contraignant et basé sur le droit international – en particulier sur les normes relatives aux droits humains et le droit humanitaire – car ces principes universels, s'ils étaient respectés, permettraient de sauver des vies, d'empêcher des souffrances et de protéger des moyens de subsistance.

« Vu l'ampleur des dégâts causés par les transferts d'armes irresponsables, qu'il s'agisse des vies humaines anéanties ou des biens et moyens de subsistance détruits, le G8 doit traduire ses paroles en actes et demander que la négociation d'un traité sur le commerce des armes soit entamée d'ici 2006, a déclaré Rebecca Peters, directrice du RAIAL. Faire moins reviendrait à trahir honteusement les millions d'hommes, de femmes et d'enfants dont les droits humains sont bafoués et qui vivent quotidiennement dans la crainte de la violence armée. »

#### Complément d'information

La campagne *Contrôlez les armes* a été lancée en octobre 2003 par Amnesty International, Oxfam International et le RAIAL. Elle vise à réduire la prolifération et l'utilisation abusive des armes, et à convaincre les États d'adopter un traité juridiquement contraignant sur le commerce des armes. ●

Pour consulter le rapport, rendez-vous sur <http://fra.controlarms.org>

#### Pour en savoir plus :

- Amnesty International : James Dyson, +44 2074 135 831 (portable : +44 7795 628 367), [jdyson@amnesty.org](mailto:jdyson@amnesty.org) ;
- Oxfam : Clare Rudebeck, +44 1865 312 530 (portable : +44 7769 887 139), [crudebeck@oxfam.org.uk](mailto:crudebeck@oxfam.org.uk) ;
- RAIAL : Alun Howard, +44 207 7065 0866 (portable : +44 7900 242 869).